

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 75 (1987)

Heft: [8-9]

Artikel: Le 14 juin, six ans après

Autor: Cossy, Catherine

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-278382>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le 14 juin, six ans après

Six ans après la votation sur l'égalité des droits entre hommes et femmes, près de 200 femmes se sont retrouvées à Bienne pour faire le point, à l'appel de différentes organisations de gauche.

Le Forum national sur le thème « L'égalité dans la réalité » qui s'est tenu le 13 juin dernier à Bienne avait été organisé par les partis de gauche confondus (PS, POP, PSO, Alternative socialiste verte/Vaud) ainsi que par

féminins. Pour vraiment changer quelque chose, il faudrait notamment reconnaître aux syndicats et organisations féminines la qualité pour agir, c'est-à-dire la possibilité de mener des actions juridiques collectives.



Performance de l'« Atelier du geste », Bienne 13.6.87. Face à face, femmes/hommes et ils/elles s'interrogent sur leur identité propre masculine/féminine. « Qui suis-je ? » était le leitmotiv.

divers groupes de femmes et des syndicats.

Les années passent, mais les thèmes restent (malheureusement) les mêmes : salaires, formation, protection de la maternité. A ceux-ci s'ajoutent, déplorent les participantes au Forum de Bienne, les « trauvailles » du gouvernement pour réaliser l'égalité, comme le projet de relever l'âge de la retraite pour les femmes ou celui de les intégrer à la défense nationale.

Egalité des salaires : le secteur privé surtout est à la traîne, selon les chiffres de la Confédération romande du travail, qui a animé le groupe de travail consacré à ce thème. Le salaire moyen d'une ouvrière atteignait en 1970, 67 % du salaire moyen d'un homme à qualifications égales ; en 1985, cette proportion n'a pas bougé. De même pour les employées, dont le salaire représentait en 1970, 64 % de celui de leurs collègues masculins, 68 % en 1985. La Suisse bat des records et s'offre encore un écart de 34 % entre salaires masculins et

Comment avancer ?

La question était en toile de fond des groupes de travail, organisés l'après-midi après les discussions de la matinée. Plusieurs groupes veulent continuer sur leur lancée et se revoir régulièrement.

Bureau pour les droits des femmes : la création d'un service sur le plan fédéral (cf. p 5) n'avait pas encore été annoncée au moment du Forum. Dans les cantons, des démarches sont également en cours à Genève, Berne, Bâle-Ville, Bâle-campagne et au Tessin, ainsi qu'en ville de Zurich. Sous la conduite de Marie-Josèphe Lachat, à la tête de l'unique bureau pour la condition féminine en Suisse, celui du Jura (créé avec le nouveau canton en 1979), les participantes ont avant tout décidé d'échanger leurs expériences et de coordonner leurs efforts. La prochaine réunion est fixée au 12 septembre à Olten au Coq d'Or*.

Jeunes et femmes : la partie « discours » de la journée nous a beaucoup appris, mais

nous nous sentons bloquées par la vieille garde féministe, a déclaré une représentante de ce groupe. Le privé trouve également à peine place dans les discours politiques, regrettent les jeunes femmes, qui ne se sentent pas toujours comprises dans les groupes de femmes existants et veulent se retrouver entre elles**.

Harcèlement sexuel : le terme recouvre des réalités très diverses : elles vont du commentaire à connotations sexuelles, du regard qui « déshabille », des plaisanteries douteuses, d'un contact physique non désiré, de pressions (d'un patron par exemple) pour obtenir des faveurs sexuelles, jusqu'à la tentative de viol et au viol. La discussion a été animée par le groupe contre le harcèlement sexuel, qui s'est créé à Genève il y a quelques mois, et qui demande que tout cas lui soit communiqué***.

AVS : les femmes présentes, venues en premier lieu pour s'informer, ont décidé de soutenir l'initiative des organisations progressistes pour un abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les femmes et 62 pour les hommes. L'initiative constitue d'après elles un premier pas dans la bonne direction, tant que la femme mariée n'aura pas droit à sa propre rente et tant que la prise en charge d'enfants n'est pas compensée dans le calcul de la rente.

Formation professionnelle : après avoir fait le point sur les problèmes de réinsertion professionnelle, la discussion a porté sur l'examen des moyens légaux permettant de promouvoir des mesures préférentielles de recyclage et de perfectionnement professionnel pour les femmes.

Les organisatrices se sont montrées satisfaites de la journée, à laquelle ont participé un peu plus de Romandes que d'Alémaniques. La coordination groupant des représentantes des divers mouvements qui ont soutenu ce premier Forum compte bien lui donner suite, mais elle n'a pas encore déterminé sous quelle forme.

Catherine Cossy

* Personne de contact : Marie-Josèphe Lachat, tél. (066) 22 90 66

** Adresse de contact : Pika Plader, 79 Bd Carl-Vogt, 1205 Genève.

*** Groupe « harcèlement sexuel », Viol-secours, case postale 459, 1211 Genève 24, tél. (022) 33 63 63.